

LE BURKINA FASO ET SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE

ESSAI DE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE

PAR

Benoît BEUCHER

L'actualité récente fait beaucoup parler du Burkina Faso, ancienne Haute-Volta. Impliqué dans le règlement du dossier ivoirien, togolais, guinéen, négociateur auprès d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) afin d'obtenir la libération d'otages, le « petit » Burkina occupe incontestablement un large espace dans le champ des recompositions géopolitiques à l'échelle sous-régionale¹. Pourtant, cet Etat, enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, est l'un des plus pauvres du monde ; sa population est dense, mais relativement peu importante ; sa capacité d'intervention militaire est plus que modeste². Ce pays est néanmoins à l'origine d'une diplomatie active, particulièrement ambitieuse de surcroît. Sans disposer pleinement du *leadership* régional qu'il convoite, le Burkina n'est pas moins un acteur qui compte dans son environnement géopolitique proche. Hélas, les coups de projecteurs jetés, de façon très ponctuelle, au gré d'une actualité capricieuse, par les médias sur le pays ont tendance à occulter toute analyse des processus de longue ou moyenne durée qui permettrait de rendre compte des lignes de force de sa diplomatie.

Nous proposons ici une contribution qui, nous l'espérons, viendra pallier en partie cette lacune. L'enjeu est bien de dégager les éléments structurants de la diplomatie burkinabée à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, ce, malgré l'instabilité chronique de la vie politique intérieure du pays, ainsi qu'un contexte international mouvant. Notre lecture « panoramique », qui couvre près d'un siècle, nous conduira tout d'abord à évoquer la naissance du territoire voltaïque ainsi que son avènement sur la scène internationale entre la fin du XIX^e siècle et les années 1970. Puis, nous montrerons que les années 1980 constituent un tournant majeur, permettant de dégager l'origine immédiate des inflexions que connaît la diplomatie burkinabée depuis l'avènement, en 1987, du président Blaise Compaoré. Entre la fin des années 1980 et le tout début des années 2000, celle-là se caractérise par une stratégie de déstabilisation de pays « voisins » dans une perspective de conquête du *leadership* politique en Afrique de l'Ouest. Enfin, nous évaluerons les rentes politiques que le Burkina tire de sa position d'interlocuteur-clef dans la résolution de conflits qu'il a parfois contribué à attiser.

Docteur en Histoire.

¹ Nous entendons par là le premier cercle des Etats voisins du Burkina (Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Niger, Mali), ainsi que le second cercle proche (rayon maximal de 2 000 km à partir de Ouagadougou), en particulier des Etats côtiers non limitrophes (Liberia, Sierra Leone, Guinée-Conakry, etc.).

² Le Burkina forme un territoire de 274 000 km². Sa population, de plus de 15 millions d'habitants, est bien plus importante que celle du Togo et du Bénin, à peu près égale à celle du Mali ou du Niger, inférieure à celle de la Côte-d'Ivoire et du Ghana. Son rang mondial en fonction de l'Indice de développement humain (IDH) est le 177^e (sur 182). Son PIB par individu est évalué à 564 dollars, soit moitié moins que celui de la Côte-d'Ivoire, mais presque le double de celui du Niger. Officiellement, ses forces armées ne comprennent pas plus de 10 800 actifs. Cf. « L'état de l'Afrique 2010 », *Jeune Afrique*, hors-série n° 24, pp. 103-121.

LA HAUTE-VOLTA, UN ANCIEN TERRITOIRE COLONIAL EN QUETE D'UNE DIPLOMATIE INDEPENDANTE

La Haute-Volta dans l'espace impérial français

Le territoire de Haute-Volta, qui épouse peu ou prou les limites de l'actuel Burkina Faso, est né en 1919 à la suite d'une histoire coloniale mouvementée. A la fin du XIX^e siècle, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne entrent en rivalité afin de placer les pays de la Boucle du Niger sous leur influence. Leur objectif vise à faire la conquête de l'*hinterland* des espaces côtiers conquis, puis de les relier entre eux. Au début des années 1890, la France prend de vitesse ses deux concurrents : entre 1895 et 1898, elle parvient à faire la conquête de la plupart des territoires voltaïques³ et, en juin 1898, une convention franco-britannique les fait passer définitivement sous domination française. Cette région est tout d'abord intégrée dans l'espace « soudanais » et forme un territoire militaire administré à partir de Bobo-Dioulasso. En 1904, l'ensemble passe sous le gouvernement établi à Bamako. Puis, les problèmes administratifs posés par la forte distance séparant le chef-lieu de l'espace voltaïque conduisent les autorités coloniales à créer la colonie de Haute-Volta en 1919.

La délimitation de ce territoire ne va pas de soi. Il regroupe en effet des régions diversement connectées à l'espace sous-régional. A l'Ouest, la région peuplée par les Bobos, dioulas ou sénoufos, se trouve le long d'un axe commercial d'orientation Nord-Sud situé à l'interface entre la savane soudanaise et la zone forestière ivoirienne. Le centre du pays est constitué par le solide espace politique formé par les Mossis historiquement proches du Ghana voisin (ancienne Gold Coast). Le Nord est quant à lui peuplé par des populations (semi-)nomades (notamment les Peuls) fortement liées au Mali ainsi qu'au Niger actuels. Enfin, l'Est est peuplé par des populations gourmantchées apparentées aux Mossis. Cet ensemble disparate est placé sous l'autorité d'un pouvoir centralisé à Ouagadougou.

La formation du territoire voltaïque pose la question de son enclavement. A la fin du XIX^e siècle et au cours de l'entre-deux-guerres, plusieurs propositions ont été faites afin de donner aux pays voltaïques un accès à la mer par intégration à la Côte-d'Ivoire ou au Dahomey (actuel Bénin). Toutes ont été rejetées pour des raisons essentiellement politiques⁴. De plus, une vision organiciste de l'espace fédéral, qui prend le nom d'Afrique occidentale française (AOF)⁵, assigne à chaque colonie un rôle économique particulier : la colonie voltaïque, densément peuplée, est sommée de fournir une abondante main-d'œuvre dans le cadre du travail forcé, cela, au bénéfice de territoires jugés « prometteurs » tels que le Sénégal et, surtout, la Côte-d'Ivoire⁶ – la période coloniale est en effet celle de la mise en relation contraignante de l'espace voltaïque et ivoirien, fortement liés par une relation asymétrique favorable à ce dernier. Enfin, l'établissement d'un réseau ferroviaire est projeté afin de

³ Il s'agit des populations établies sur le bassin fluvial de trois affluents de la Volta : Mouhoun, Nazinon et Nakambé.

⁴ La création d'une colonie autour de Ouagadougou répond au souhait de l'administration coloniale de mettre à profit les structures monarchiques mossies afin de gouverner à moindre coût l'espace voltaïque.

⁵ L'AOF est un espace fédéral né en 1895. Il comprend en 1920 huit territoires (Sénégal, Mauritanie, Guinée, Soudan français, Niger, Haute-Volta, Côte-d'Ivoire et Dahomey). Son siège est à Dakar, où se trouve le Gouvernement général.

⁶ Le courant de main-d'œuvre voltaïque est orienté vers la Côte-d'Ivoire de façon autoritaire par le pouvoir colonial. Les migrations spontanées se portent davantage vers la Gold Coast, où les conditions de travail sont meilleures. Les Voltaïques/Burkinabés ont cependant formé une importante diaspora en Côte-d'Ivoire et ont participé dans une large mesure à son décollage économique à partir des années 1920.

désenclaver les pays de l'intérieur et de les connecter aux interfaces maritimes ; toutefois, les réalisations en la matière ont été plus que modestes⁷...

Enfin, le principe de solidarité impériale prend peu en compte le degré d'attachement des populations africaines à l'égard de leur territoire. C'est ainsi qu'entre 1932 et 1947 la Haute-Volta est disloquée pour des raisons économiques, avant d'être partagée entre la Côte-d'Ivoire, le Soudan (actuel Mali) et le Niger. Cela provoque la colère d'influents élites proches de la cour royale de Ouagadougou, qui obtiennent la reconstitution du territoire. A partir des années 1940-1950, le train de réformes lancé par les gouvernements de la IV^e et de la V^e Républiques permet l'autonomisation de la vie politique des territoires sous tutelle. A partir de l'adoption de la loi-cadre dite « Defferre » (1956), les colonies disposent de leur propre gouvernement. Un sentiment d'appartenance territoriale naît ou se renforce, menaçant de fait le maintien de l'espace aofien⁸. C'est dans ce contexte que, à partir des années 1958-1959, les territoires devenus autonomes ont à redéfinir leurs relations réciproques.

Une indépendance à conquérir sur le plan des relations internationales

En 1959, l'accession des territoires d'AOF à l'indépendance ne fait plus de doute. La Haute-Volta devient une république. Son chef de gouvernement, Maurice Yaméogo, reçoit la charge de repenser les relations entre son pays et ceux de la sous-région, ancien domaine réservé de la métropole. La politique extérieure, suivie par le Président du Conseil voltaïque, répond à un double objectif : faire exister sur la scène internationale un petit pays enclavé tout en contribuant à y encourager la formation de l'Etat-nation.

Sur le papier, la Haute-Volta dispose de peu d'atouts : le pays est fortement dépendant de la Côte-d'Ivoire ; son budget, régulièrement déficitaire, était soutenu par la métropole et la Fédération. La dislocation de l'AOF et le relâchement des liens avec la France pose donc la question de sa survie économique et, avec, de son indépendance effective. Ajoutons que peu de temps avant 1960, Yaméogo ne dispose ni du prestige ni du rayonnement international d'un Léopold Sédar Senghor, Félix Houphouët-Boigny ou Ahmed Sékou Touré.

Pour autant, Yaméogo, connu pour son audace, entend bâtir une diplomatie active et ambitieuse. Celle-là est mise une première fois à l'épreuve lors de la création de la Fédération du Mali en 1959, qui répond au vœu de Senghor et de Modibo Keita de conserver un lien fédéral entre les anciens territoires de l'AOF. La Haute-Volta se joint au projet, mais avec réserve : c'est que la France ainsi que la Côte-d'Ivoire y sont hostiles. Avec son intégration au « Mali », le jeune Etat voltaïque prend d'importants risques, notamment celui de se brouiller avec ses deux principaux partenaires économiques. En revanche, sur le plan intérieur, l'occasion de renforcer son prestige est grande. Après quelques rappels à l'ordre d'Houphouët et un voyage à Paris, Yaméogo finit néanmoins par abandonner la Fédération, avant de rejoindre l'organisation concurrente fondée par le leader ivoirien : le Conseil de l'Entente⁹. Le 5 août 1960, la Haute-Volta obtient seule son indépendance.

⁷ Les chemins de fer dits « Thiès-Kayes » et « Abidjan-Niger » ont été édifiés à partir du début du XX^e siècle. Cependant, les moyens financiers dégagés par la métropole n'ont pas permis la constitution d'un véritable réseau. Ce n'est qu'en 1934 que Bobo-Dioulasso est reliée par le rail à la Côte-d'Ivoire. Ouagadougou y est connectée 20 ans plus tard. Quant au « Thiès-Kayes », il n'est guère poussé plus loin que Bamako ; il ne reliera jamais le Niger *via* la Haute-Volta comme le prévoyait le plan initial.

⁸ Joseph-Roger DE BENOIST, *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, NEA, Dakar, 1979, 272 p.

⁹ Le Conseil de l'Entente est créé en mai 1959 (Traité d'Abidjan). En 1966, ce cadre de concertation de nature essentiellement économique regroupe la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Niger et le Togo.

Cet épisode caractérise assez bien la diplomatie suivie par Yaméogo jusqu'à la fin de sa présidence en 1966 : à géométrie variable, voire erratique, elle oscille sans cesse entre des gestes forts de souveraineté et le réalisme qui la conduit à limiter ses prétentions. En 1961 par exemple, Yaméogo demande et obtient le retrait des troupes françaises de son territoire dans les plus brefs délais. La Haute-Volta est alors au bord de la rupture diplomatique avec son ancienne métropole¹⁰. Ce geste rappelle par bien des aspects le rejet opposé en 1958 par la Guinée de Sékou Touré au projet gaullien de Communauté. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Haute-Volta se rapproche au même moment de ce pays en froid avec la France et la Côte-d'Ivoire. Yaméogo entend parallèlement resserrer ses liens avec le Ghana de N'Krumah, autre figure forte des indépendances en Afrique : il s'agit là de menacer le Conseil de l'Entente et de prouver à la Côte-d'Ivoire que la Haute-Volta joue à égalité avec elle. Cependant, cette stratégie s'essouffle rapidement. A partir de 1963, les relations entre la Haute-Volta et la Guinée se brouillent. Yaméogo se voit contraint d'opérer un revirement diplomatique radical et va jusqu'à imaginer la création d'une double nationalité ivoiro-voltaïque en 1965 ! Si ce projet est resté sans suite¹¹, il n'en demeure pas moins que la Haute-Volta s'est associée à la fondation de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM), appelée de ses vœux par la Côte-d'Ivoire¹².

Dans le même temps, les Voltaïques en sont venus à perdre l'habitude de voir leur Président sur le sol national. En partie déconnecté des affaires intérieures, Yaméogo finit par se consacrer presque exclusivement aux questions internationales et n'est pas en mesure de sentir venir le mécontentement populaire qui est à l'origine de sa démission en 1966. A ce moment, l'ère du prétorianisme¹³ s'ouvre en Haute-Volta. Le nouveau chef de l'Etat, le général Sangoulé Lamizana (1966-1980), exprime son souhait de rompre avec la politique étrangère de son prédécesseur et de mettre fin aux « frasques » de celui qu'il appelle l'« *enfant terrible du Conseil de l'Entente* »¹⁴.

Un positionnement diplomatique à l'épreuve de l'instabilité gouvernementale

Dès 1966 et l'annonce de la prise de pouvoir par l'armée, le nouveau régime tente de rassurer la communauté internationale quant à ses intentions. Le contexte global est en effet particulièrement sensible. La Guerre froide n'épargne pas l'Afrique et tend à cliver les acteurs politiques en fonction de leur positionnement à l'égard des deux superpuissances américaine et soviétique. Le général Lamizana fait connaître la volonté du pays d'œuvrer pour la paix et de ne s'aligner sur aucun bloc. A l'échelle sous-régionale, il tente de rassurer Houphouët-Boigny, qui voit d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir de militaires aux portes de la Côte-d'Ivoire. Le Président ivoirien s'inquiète également de l'instabilité politique qui semble gagner la Haute-Volta. La Côte-d'Ivoire, unie par un lien fort avec son voisin septentrional,

¹⁰ Sangoulé LAMIZANA, *Sur la brèche trente années durant. Mémoires*, t. 2, Paris, 1999, pp. 23-26.

¹¹ Cette double nationalité marque le souhait exprimé dès 1964 par Houphouët-Boigny de rééquilibrer les rapports économiques et sociaux entre les deux Etats. Pour le Président ivoirien, cette idée généreuse est aussi une façon de sécuriser son pays, car, comme il le souligne en décembre 1965, « *la Côte-d'Ivoire, pays de fraternité, ne souhaite pas être [...] une oasis de prospérité, de sécurité et de stabilité au milieu d'un désert de misère et d'anarchie* ». Cf. Sangoulé LAMIZANA, *op. cit.*, p. 59. Ce projet ne rencontre pas l'enthousiasme des Voltaïques, lesquels y voient une « inféodation » à la Côte-d'Ivoire. Cf. F. GUIRMA, *Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yaméogo*, Chaka, Paris, 1991, p. 139.

¹² L'OCAM fait suite à la création, en 1961, de l'Union africaine et malgache (UAM). Elle se présente comme un club de pays francophones qui affirment leur différence au moment où l'Organisation de l'unité africaine (OUA) connaît des divergences en son sein. L'OCAM est dissoute en 1985.

¹³ M.-L. MARTIN, « Armées et politique : le 'Cycle de vie' du militarisme en Afrique noire francophone », in D. C. BACH / A. A. KIRK-GREENE (dir.), *Etats et sociétés en Afrique francophone*, Economica, Paris, 1993, pp. 90 et suiv.

¹⁴ Sangoulé LAMIZANA, *op. cit.*, p. 51.

n'a en effet rien à gagner à voir la ligne diplomatique de ce dernier se brouiller et devenir imprévisible.

Pourtant, Lamizana entend dès le départ normaliser les relations avec ses partenaires stratégiques, notamment la France et la Côte-d'Ivoire, et ainsi mettre fin à l'« aventurisme » qui, selon Saye Zerbo, son ministre des Affaires étrangères, aurait caractérisé la politique étrangère de Yaméogo. De plus, Lamizana, qui avait connu Houphouët avant les indépendances, espère bien obtenir bienveillance et conseils auprès du « Vieux »¹⁵. Toutefois, les relations entre les deux hommes restent désespérément froides. Tout cela n'empêche pas la Haute-Volta de s'associer en 1973 à la constitution d'une nouvelle organisation régionale francophone souhaitée par le président ivoirien : la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), dont Ouagadougou est devenue le siège¹⁶. En 1975, la Haute-Volta s'associe à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui, ouverte sur des espaces anglophones ou lusophones, n'a pas entamé la solidarité qui unit ses membres francophones¹⁷.

Malgré sa volonté d'élaborer une politique étrangère apaisée, Lamizana n'entend pas moins réaffirmer la parfaite souveraineté de la Haute-Volta en la matière. La défense des intérêts de son pays le conduit parfois à prendre des décisions risquées. Si les débuts de la CEAO sont difficiles, c'est notamment en raison des tensions qui existent entre la Haute-Volta et le Mali. Le différend porte sur un bout de territoire contesté par les deux parties : la Bande d'Agacher¹⁸. Il se solde en 1974 par un conflit de basse intensité, auquel on a donné le nom de « Guerre des pauvres », un sobriquet qui en dit long sur l'image catastrophique donnée alors par ces deux Etats. Ce conflit est l'occasion pour la Côte-d'Ivoire de se poser en médiatrice, puisqu'elle permet la signature d'un Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) passé avec sept Etats d'Afrique de l'Ouest francophones en 1977¹⁹.

A l'exception de ce bref épisode, la Haute-Volta a déployé une activité diplomatique visant pour l'essentiel à diversifier ses partenaires, politique qui s'avère d'autant plus cruciale que le pays est touché par la grande sécheresse de 1973-1974 et doit en outre supporter les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. De façon classique, Lamizana réaffirme les liens « spéciaux » qui unissent la Haute-Volta à son premier partenaire économique : la France. Cependant, sa diplomatie, non dogmatique, se révèle être d'une surprenante souplesse : ainsi, la Haute-Volta n'hésite pas à se rapprocher à la fois des Etats-Unis et de l'Union soviétique, auprès de laquelle elle sollicite une aide financière ! Cette position d'équilibriste lui permet également de s'ouvrir sur les Etats arabes du Moyen-Orient tout en conservant des relations amicales avec Israël, du moins jusqu'en 1973²⁰. La stratégie s'avère d'ailleurs payante car, au

¹⁵ Sangoulé Lamizana a eu l'occasion de rencontrer Houphouët avant 1960. Le général était alors détaché à l'état-major des troupes françaises en Côte-d'Ivoire. Après les indépendances, les deux hommes se sont à nouveau rencontrés à plusieurs reprises, notamment lors de l'organisation de manœuvres militaires conjointes.

¹⁶ La CEAO, créée par le Traité d'Abidjan, est une organisation de coopération et d'intégration économique. Elle compte la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

¹⁷ Albert BOURGI, « Problèmes de compatibilité entre la CEAO et la CEDEAO », *Tiers-Monde*, t. XXIV, n° 96, 1983, pp. 889-897.

¹⁸ Cette bande, située au nord du Burkina, large d'environ 160 km, est revendiquée par le Mali. La querelle qui s'ensuit remet en cause les découpages territoriaux effectués sous la domination française. Elle pousse la Haute-Volta à créer ses Archives nationales, dont la mission première est de réunir les sources coloniales permettant de justifier sa possession de la Bande d'Agacher.

¹⁹ Les Etats signataires sont la Haute-Volta, la Côte-d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo.

²⁰ Malik Zoromé et l'industriel El-Hadj Oumarou Kanazoé sont les deux artisans de ce rapprochement avec le monde arabe. Lamizana, converti à l'islam, obtient l'intégration de la Haute-Volta au sein de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). En 1973, suite à la guerre du Kippour, la Haute-Volta, comme de nombreux autres

cours des années 1970, la Haute-Volta acquiert une forte visibilité auprès des bailleurs de fonds internationaux. Elle s'impose aussi comme le porte-voix des Etats sahéliens auprès d'eux, faisant au passage de sa position géographique centrale en Afrique de l'Ouest un atout. C'est ce que montre l'établissement en 1973, à Ouagadougou, du siège du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), sans compter l'« Appel de Ouaga », qui permet aux pays sahéliens de recevoir une importante aide internationale²¹. En somme, la « petite » Haute-Volta acquiert une stature internationale enviable, confortée par la création en 1969 du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (FESPACO), qui réunit les cinéastes les plus en vue du continent. Cependant, en 1980²², le pays connaît à nouveau un coup d'Etat, qui ouvre une période d'instabilité politique chronique. Ses fondamentaux en matière de politique étrangère ne semblent cependant pas avoir été si bousculés qu'il n'y paraît au premier regard.

LA REVOLUTION BURKINABEE, UNE REVOLUTION DIPLOMATIQUE ?

Un positionnement diplomatique en apparence nouveau

Avec le putsch du 4 août 1983, la Haute-Volta s'ouvre sur la voie de l'expérience révolutionnaire. Conduite par le capitaine Sankara, la Révolution démocratique et populaire (RDP) se présente comme l'« année zéro » de l'histoire du pays, d'ailleurs rebaptisé du nom de « Burkina Faso » ou « Pays des hommes intègres » en 1984. En apparence, la communauté nationale s'imagine par des moyens nouveaux. Puisant son inspiration dans de multiples sources allant du catholicisme social au marxisme en passant par toute une littérature tiers-mondiste, le pouvoir opère une recomposition sociale interne qui bouscule les mentalités²³. L'heure est à la construction nationale par le bas, indissociable de l'élaboration d'une diplomatie propre à susciter la fierté des Burkinabés.

Il ne faut pas perdre de vue que le Burkina révolutionnaire, bien qu'affirmant la solidarité avec tous les pays qui combattent le « néo-impérialisme », entend être un modèle unique, un « *produit local pour consommation locale* »²⁴, pour reprendre l'expression de Sankara. A notre sens, cela prouve qu'il n'y a pas de rupture fondamentale avec les principes qui ont guidé la diplomatie burkinabée avant 1983. Si le style change, l'objectif fondamental reste le même : assurer au pays la parfaite maîtrise de ses relations internationales, surmonter ses handicaps afin d'en faire une puissance sous-régionale active et, *last but not least*, consolider l'unité nationale.

Rien de surprenant donc à ce que Sankara se défende de toute implication de la Libye dans l'avènement de la RDP. Et, à Kadhafi, qui a décidé unilatéralement d'envoyer des avions-cargos afin de le soutenir militairement, Sankara ne peut qu'enjoindre de « *s'abstenir de*

Etats africains, rompt ses relations avec Israël et s'engage plus clairement en faveur de la cause palestinienne. Notons cependant que ce n'est qu'en 1984 que le pays signe la charte de l'OCI, bien après avoir bénéficié des premières rentes économiques de ce rapprochement avec les pays arabes...

²¹ Cet appel est lancé à l'occasion du passage dans la capitale voltaïque du secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim. Cf. Corentin KI DOULAYE, *Introduction à la politique étrangère du Burkina Faso*, t. 1, Presses africaines, 2008, p. 61.

²² En 1980, le colonel Saye Zerbo s'empare du pouvoir. Il le perd deux ans plus tard au bénéfice du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo. En 1983, l'ancien Premier ministre de ce dernier, le capitaine Sankara, renverse à son tour le régime.

²³ Benoît BEUCHER, « La naissance de la communauté nationale burkinabé ou comment le Voltaïque devint un 'Homme intègre' », *Politique africaine*, n° 118, juin 2010, pp. 165-186.

²⁴ « Interview. 'We want our people to be self-reliant' – Sankara », *Africa Now*, déc. 1983, pp. 35-36.

continuer ce pont aérien [qu'il n'avait] pas demandé»²⁵. Le capitaine fait preuve d'un nationalisme sourcilleux, qui constitue la ligne de force de sa diplomatie. L'exécutif ou Conseil national de la Révolution (CNR) rappelle fréquemment sa volonté de n'établir aucune alliance contraignante, aucune allégeance synonyme de diminution de sa souveraineté²⁶. Cette liberté revendiquée en matière de politique étrangère conduit le Burkina à adopter des prises de position qui sont loin de toujours trouver une traduction en langage diplomatique...

Clairement, Sankara entend rompre avec les vieilles tutelles héritées de la période coloniale et disposer d'une liberté de ton sur la scène internationale. Sa politique ne manque pas de susciter de très vives réactions au sein de la communauté internationale, hésitant entre admiration et exaspération à l'endroit du nouveau régime.

Audaces révolutionnaires et image du Burkina Faso à l'étranger

A l'étranger, Sankara est l'incarnation même de la Révolution. L'officier au mode de vie ascétique, loin des fastes du pouvoir, a de quoi séduire, notamment une partie de la jeunesse d'Afrique qui ne peut pas en dire autant de ses dirigeants. De façon générale, Sankara a largement contribué à faire exister le Burkina sur la scène internationale. Selon lui, l'édification de la nation au Pays des hommes intègres impose de suivre un cadre moral qui se base notamment sur une certaine idée de la franchise. En 1983, l'heure, dit-on alors, n'est plus au cynisme ou à la *Realpolitik*. Toute vérité devient bonne à dire, peu importe quelles en seront les conséquences. Cette liberté de ton est tout d'abord employée à l'égard de régimes répressifs, à commencer par l'Afrique du Sud de l'*apartheid*. Elle est aussi l'expression d'une condamnation des Etats « néo-impérialistes » susceptibles de menacer le processus révolutionnaire ou de réduire la marge de manœuvre économique et politique du pays : la Côte-d'Ivoire et la France sont visées.

Le président Mitterrand ne tarde d'ailleurs pas à en faire les frais. Si la France reste son premier partenaire économique, le Burkina n'entend pas moins traiter à égalité avec elle. En 1983, lors du Sommet France-Afrique de Vittel, Sankara condamne officiellement le « néo-colonialisme » et dénonce la permanence de vieux cadres relationnels entretenus entre les deux pays²⁷. Voyant dans ces sommets les « *carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale* »²⁸, le Président du CNR refuse les invitations qui lui sont adressées ultérieurement. Mieux, le 4 octobre 1984, Sankara prononce un mémorable discours devant les Nations Unies, dans lequel il invite les peuples soumis du monde entier à secouer leur joug, à l'image des hommes et des femmes du Burkina, libérés de la tutelle coloniale et « néo-coloniale ». Cet événement contribue grandement à l'écriture de la légende sankariste, celle qui en fait un David face à Goliath.

Naturellement, le relâchement relatif des liens avec la France se solde par une politique de défiance à l'égard du président Houphouët, taxé par les révolutionnaires de « *vieux hibou au regard gluant* »²⁹. Cette prise de distance risquée à l'égard d'un tel partenaire historique conduit le CNR à opérer une recomposition de ses liens diplomatiques dans la sous-région. Son principal allié – et ami personnel – est le président du Ghana John Jerry Rawlings : le

²⁵ « Haute Volta : Sankara trouve l'amitié libyenne... envahissante », *Libération*, 9 août 1983, p. 15.

²⁶ Rappelons qu'en contexte de Guerre froide, la Haute-Volta/Burkina révolutionnaire, bien que s'inscrivant volontiers dans le camp dit « progressiste », affirme avant tout son non-alignement.

²⁷ Frédéric LEJEAL, *Le Burkina Faso*, Karthala, Paris, 2002, p. 169.

²⁸ « Déclaration du Conseil national de la Révolution sur la non-participation du Burkina Faso au sommet France-Afrique de Bujumbura (Burundi, décembre 1984) », in Pierre ENGLEBERT, *La Révolution burkinabé*, L'Harmattan, Paris, 1986, p. 204.

²⁹ Frédéric LEJEAL, *op. cit.*, p. 188

rapprochement avec le Ghana, envisagé comme une alternative au partenariat économique contraignant établi avec la Côte-d'Ivoire³⁰, devient effectif et se traduit notamment par l'organisation de manœuvres militaires communes. Il entraîne en retour une tension avec le Togo, dont le Président, le général Eyadema, souhaite la chute de Rawlings³¹.

L'image du Burkina a cependant été écornée par le second conflit qui l'a opposé au Mali. Engagée au cours de l'hiver 1985, cette « guerre de Noël » isole le Burkina. Pis, par application de l'ANAD, elle impose une nouvelle médiation de la Côte-d'Ivoire, laquelle convoque en janvier 1986 un mini-sommet afin d'obtenir la réconciliation entre les deux parties³². Comment mieux mettre en lumière les limites d'une diplomatie burkinabé pêchant par ambition ? Cette affaire a eu de graves répercussions intérieures. A la suite d'un voyage en Côte-d'Ivoire, Blaise Compaoré, ancien bras-droit de Sankara, se convainc de la nécessité de prendre le pouvoir et de dégager une ligne diplomatique plus réaliste³³ : le 15 octobre 1987, il est à l'origine du putsch qui entraîne la mort de Sankara. Le processus de « rectification » de la Révolution commence.

L'avènement du Front populaire : « retour à la normale » dans les relations internationales ?

Le coup d'Etat de 1987 ne met pas immédiatement un terme à la Révolution. Officiellement, le nouveau pouvoir, qui prend le nom de Front populaire (FP), continue d'employer la rhétorique révolutionnaire tout en l'assouplissant. Le Burkina se fait ainsi toujours le chantre du combat contre le « néo-impérialisme », mais le contenu déjà bien flou de cette notion se voit vidé de son sens polémique. L'heure est à l'ouverture à l'égard de pays jusque-là considérés comme hostiles, à commencer par la France et la Côte-d'Ivoire. En 1988, Compaoré fait donc savoir que la « révolution ne signifie pas qu'il faut vivre dans l'hostilité avec tous ceux qui ne partagent pas nos philosophies politique et économique »³⁴. Ces propos caractérisent bien le souci de « normalisation » qui anime la diplomatie post-révolutionnaire.

Cette orientation trouve sa première expression concrète le 15 février 1988, avec la visite de Compaoré en Côte d'Ivoire. Frédéric Korsaga, ancien ambassadeur du Burkina au pays d'Houphouët, en est l'un des principaux artisans. Le pays, qui ouvre sa transition thermidorienne, reçoit en retour des financements d'Abidjan afin de se « dé-révolutionner ». Plus généralement, Compaoré avoue son penchant pour l'établissement de liens plus étroits et « privilégiés » avec le bloc francophone. Ce revirement de la diplomatie burkinabée vise, entre autres, à surmonter le déficit d'image dont souffre le Front populaire à l'étranger, notamment du fait de l'élimination physique de Sankara.

Le rapprochement d'avec la France, l'adoption de la constitution de la IV^e République en 1991 font du Burkina un des devanciers de l'appel à la « démocratisation » de l'Afrique lancé par Mitterrand lors du Sommet de La Baule en juin 1990. La dimension autocratique

³⁰ La tension avec la Côte-d'Ivoire n'a cessé de croître sous la Révolution, au point qu'une 4^e Région militaire fut créée au nord du pays, dans une zone frontalière avec le Burkina, où la jeunesse s'est laissée séduire par Sankara.

³¹ En septembre 1986, un putsch est fomenté contre Eyadéma. Celui-là accuse ouvertement le Burkina d'y avoir apporté son soutien. Les relations entre ces deux pays voisins sont alors gelées.

³² Frédéric LEJEAL, *op. cit.*, p. 191.

³³ Blaise Compaoré et Houphouët se rencontrent à plusieurs reprises en 1987. Le « beau Blaise » finit par épouser Chantal Terrasson de Fougères, une Ivoirienne descendante d'un administrateur colonial français qui fait partie du protocole chargé de son accueil dans le cadre du processus d'aplanissement des relations entre le Burkina et la Côte-d'Ivoire.

³⁴ « Les confidences de Blaise Compaoré », *Jeune Afrique*, 15 juin 1988, document cité par Frédéric LEJEAL, *op. cit.*, p. 192.

du régime³⁵ ne semble alors plus retenir l'attention de la communauté internationale. Bien au contraire, malgré le scandale retentissant de l'« Affaire Zongo » en 1998³⁶, le Burkina s'impose comme un pays « modèle »³⁷, à l'origine d'une diplomatie active qui fait de Ouagadougou et de son nouveau quartier chic, « Ouaga 2000 », le lieu de nombreuses rencontres internationales³⁸. Le Burkina, à l'isolation croissante lors de la Révolution, renoue avec sa prétention à s'imposer comme une puissance incontournable dans la sous-région. Sa politique de « bon voisinage » en fait un acteur stratégique en matière d'intégration et de coopération régionales. Ouagadougou peut ainsi s'enorgueillir d'accueillir le siège de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ou de l'Organisation Liptako-Gourma chargée de la mise en valeur des territoires partagés par le Burkina, le Mali et le Niger. Au-delà du cercle sous-régional, Compaoré entreprend une « politique du développement » qui, après la signature d'un Plan d'ajustement structurel avec le FMI en 1990, vise à faire du Burkina le champion de la « *good governance* ».

Cependant, ce décor de façade masque difficilement la partie moins avouable de la diplomatie burkinabée. En effet, au cours des années 1990, le Burkina adopte une ligne stratégique inédite qui se solde par son ingérence officieuse dans de nombreux conflits sous-régionaux.

LE BURKINA FASO ET SA QUETE DE *LEADERSHIP* REGIONAL, OU LE SYNDROME DU « POMPIER PYROMANE »

Les ingérences du Burkina dans les conflits sous-régionaux

Entre 1983 et 2005, le Burkina acquiert une forte visibilité internationale. Cela est d'abord la conséquence des prises de position souvent provocatrices de Sankara. Après lui, Blaise Compaoré joue sur une autre ligne dangereuse, qui ne fait pas moins parler de son pays : elle oscille entre une tactique de déstabilisation de pays en proie à la guerre civile et de résolution de conflits. Nous allons voir que cette politique, qui fait du Burkina un « pompier pyromane », n'a cependant rien de schizophrénique.

Sous la Révolution, les prises de position du Burkina sur la scène internationale ont suivi une ligne éthique rigoureuse, à la limite du manque de réalisme. A partir de 1987, Compaoré adopte un style très différent, qui se veut avant tout « réaliste ». Il s'agit là certainement de la rupture la plus frappante d'avec l'expérience révolutionnaire. Ainsi, entre 1989 et 2005, le Burkina endosse à de nombreux égards les habits propres aux « Etats voyou »³⁹, devenant notamment la plaque tournante de trafics d'armes venues de l'ancien bloc soviétique et de diamants issus de Sierra Leone. Ouagadougou, tout en accueillant de

³⁵ Certes, les élections sont officiellement pluralistes, mais, dans les faits, l'opposition est phagocytée au bénéfice de la formation présidentielle.

³⁶ Norbert Zongo est un journaliste indépendant qui a enquêté sur les dérives du régime de Compaoré, plus précisément sur la mort mystérieuse du conducteur de François Compaoré, le frère du Président. Reporters sans Frontières (RSF) estime que François Compaoré est directement impliqué dans ce décès et pointe du doigt la responsabilité du pouvoir dans l'assassinat de Zongo. Sur le plan intérieur, l'affaire a provoqué d'importants soulèvements populaires.

³⁷ On retrouve par exemple cette expression dans l'article d'Alain FAUJAS, « Malgré une politique économique modèle, le Burkina Faso ne sort pas de la misère », *Le Monde*, 11 nov. 2005.

³⁸ A titre d'exemple, entre 1998 et 2004, Ouagadougou accueille un sommet Afrique-France, la Coupe africaine des Nations, un sommet de l'Union africaine sur la pauvreté, le 10^e sommet de la francophonie, etc.

³⁹ Cette expression est par exemple employée par le porte-parole de la présidence de la Côte-d'Ivoire en septembre 2001 et vise directement le Burkina. Propos rapportés par Eric FORSGHT, « Ni guerre ni paix », *Jeune Afrique Economie*, n° 344, 30 sept.-13 oct. 2002, p. 19.

nombreuses manifestations pacifiques, a bien été une base arrière alimentant les rébellions agitant des Etats côtiers non limitrophes : le Liberia et la Sierra Leone.

C'est en effet dans cette direction que se redéploie le dispositif diplomatique sous le FP, ce qui n'est pas sans lien avec le rapprochement opéré avec la Côte-d'Ivoire. Houphouët-Boigny est en effet hostile au président du Liberia Samuel Doe (1980-1990)⁴⁰. En décembre 1989, la guerre civile éclate dans ce pays. Charles Taylor prend la direction du mouvement rebelle, le National Patriotic Front of Liberia (NPFL), et trouve refuge à Ouagadougou. C'est à partir de là que, soutenu par la Côte-d'Ivoire, il parvient à renverser Doe en 1990. L'implication du Burkina dans le processus de déstabilisation qui touche la Sierra Leone découle directement des événements au Liberia. La Sierra Leone, qui dispose de fortes ressources diamantifères, subit les premières attaques de Foday Sankoh en 1991. Celui-là est placé à la tête du Revolutionary United Front (RUF), qui est en quelque sorte le pendant sierra léonais du NPFL. Ouagadougou joue à nouveau le rôle de plateforme logistique et livre des armes au RUF, malgré l'embargo décrété par l'ONU. Ce matériel militaire, venu d'Ukraine⁴¹, aurait été échangé contre des diamants. Tout cela se serait passé avec l'assentiment de la Côte-d'Ivoire et la couverture de la Libye.

Cependant, l'implication du Burkina dans ces deux guerres civiles s'avère contreproductive. Elle entre effectivement en contradiction avec sa « politique du développement » et renvoie une image confuse du pays à l'étranger. Dans les années 1991-1992 par exemple, les relations avec les Etats-Unis se tendent⁴² : l'ambassadeur du Burkina à Washington est rappelé et réciproquement. Entre 2004 et 2006, l'étau se resserre autour du Burkina à l'occasion de l'ouverture des travaux du Tribunal pénal international (TPI) pour la Sierra Leone. La thèse de son implication dans les guerres civiles en Sierra Leone et au Liberia se précise ; elle est notamment soutenue par l'organisation Human Rights Watch, ainsi que par l'ONU⁴³.

Ceka n'empêche pas Compaoré de se retourner contre la Côte-d'Ivoire à peu près au même moment. Les précédents sierra léonais et libérien lui ont donné la mesure de la capacité déstabilisatrice du Burkina. Si ce pays ne brille pas par ses performances économiques, s'il ne dispose que d'une faible force armée, sa politique d'ingérence dans les conflits ouest-africains est la preuve qu'une stratégie nécessitant des moyens peu importants peut en faire une pièce maîtresse dans les (dés)équilibres sous-régionaux. Précisément, à partir de 1999 et du déclenchement de la guerre civile en Côte-d'Ivoire, Compaoré entend incontestablement assurer au Burkina un *leadership* politique en Afrique de l'Ouest à moindre coût.

La politique des « bons offices »

Depuis la mort d'Houphouët en 1993, le Burkina se sent décomplexé et n'hésite plus à s'immiscer dans les affaires internes de son voisin. Il ne fait pas de doute que les rebelles des « Forces nouvelles », hostiles au régime du président Laurent Gbagbo (2000-...), ont été soutenues par le Burkina. En 2008, Guillaume Soro, un de leur ancien chef et actuel Premier

⁴⁰ Le sergent-chef Samuel Doe s'est attiré les foudres du Président ivoirien en chassant du pouvoir le protégé de ce dernier, William Tolbert, en avril 1980. Doe est cruellement assassiné en septembre 1990, en présence de Taylor.

⁴¹ Il s'agirait de dizaines de tonnes de « matériel de défense et de munitions », de milliers de Kalachnikovs ainsi que des lance-roquettes RPG et des missiles antichars officiellement destinés aux forces armées du Burkina.

⁴² Les Etats-Unis souhaitent le règlement pacifique du conflit au Liberia et ont appuyé dès août 1990 le déploiement des troupes de la CEDEAO (l'Ecomog) à Monrovia.

⁴³ Cette implication est évoquée pour la première fois de façon directe et précise par un rapport des Nations Unies daté du 15 mars 2000.

ministre, n'hésite d'ailleurs pas à déclarer que Compaoré est son « *mentor* », et que « *sans lui, il ne serait pas ce qu'il est* »⁴⁴. L'occasion est trop belle d'affaiblir la Côte-d'Ivoire et de lui contester son rôle de leader dans la sous-région. En cela, Compaoré suit une stratégie très proche de celle qu'il a mise en œuvre au Liberia et en Sierra Leone. Toutefois la nouveauté et, il faut le dire, c'est son véritable tour de force, est de faire du Burkina à la fois le pyromane en partie à l'origine de la crise et, logiquement, le pompier en capacité d'acheminer la Côte-d'Ivoire sur la voie de la paix. Cette politique du fait accompli montre par ailleurs que Compaoré, devenu médiateur dans le dossier ivoirien, est conscient des risques que provoquerait l'effondrement de son voisin méridional⁴⁵.

En matière de médiation, le Burkina peut d'ailleurs s'appuyer sur une première expérience acquise dans les années 1990. En 1994, le colonel Djibril Bassolé est chargé par Compaoré de traiter la question de la rébellion tamashek⁴⁶ qui menace alors le Mali et le Niger. Le président du Faso peut également compter sur les bons offices d'un certain Moustapha Limane Chafi, ressortissant mauritanien proche d'un des chefs de la rébellion des Tamasheks au Niger, Mano Dayak⁴⁷. Le Burkina devient partie prenante de la préparation d'un accord de paix entre les deux parties en conflit, signé à Ouagadougou en avril 1995. Rien de surprenant donc si Bassolé, entre-temps ministre de la Sécurité, puis des Affaires étrangères, est de ceux qui suivent de près la crise ivoirienne⁴⁸. En 2002, au plus fort de la guerre civile, Gbagbo accuse ouvertement le Burkina d'avoir soutenu et armé les rebelles du Nord. Le gouvernement burkinabé rétorque aussitôt qu'il ne fait que protéger les intérêts de ses nombreux ressortissants⁴⁹. Le 24 janvier 2003, Compaoré s'impose comme un interlocuteur de choix lors de la négociation des Accords de Marcoussis. Peu de temps après, c'est bien lui que le chef du gouvernement ivoirien Diarra sollicite afin d'obtenir le retour de... ses ministres démissionnaires !

Si, en 2004, Compaoré affirme qu'il ne souhaite pas être médiateur dans la crise ivoirienne, il ne peut en dire autant au sujet du Togo, déstabilisé par la mort du président Eyadéma l'année suivante. Les réseaux du Président burkinabé lui donnent les clefs qui permettent la signature d'un accord politique global au cours de l'été 2006. Fort de ce succès, le Président du Faso finit par se voir confier le rôle de « facilitateur » afin de régler le conflit ivoirien. Boureima Badini, ancien ministre de Compaoré, devient son représentant spécial à Abidjan⁵⁰. Le tandem parvient à débloquer la crise de février 2010 liée à la dissolution du

⁴⁴ Entretien avec Guillaume Soro paru dans le quotidien ivoirien *Fraternité Matin*, 1^{er} oct. 2008.

⁴⁵ La guerre civile a pu être une chance pour le Burkina de diversifier ses voies d'accès à la mer. Une partie des échanges commerciaux ont été réorientés vers les ports de Téma au Ghana et de Lomé au Togo. Cependant, les économies ivoirienne et burkinabée sont trop interdépendantes pour supporter durablement la fermeture de la frontière entre les deux pays. L'expérience révolutionnaire est d'ailleurs là pour le prouver.

⁴⁶ Les Tamasheks sont plus connus sous la dénomination arabe « Touaregs ».

⁴⁷ « Moustapha Chafi. L'homme qui murmurait à l'oreille des terroristes », *Jeune Afrique*, n° 2 592, 12-18 sept. 2010, pp. 29-30.

⁴⁸ La part plus confidentielle de la diplomatie burkinabée est confiée tour à tour au ministre Salif Diallo, un homme de confiance de Compaoré, puis au chef d'état-major Gilbert Diendéré.

⁴⁹ On évalue le nombre de personnes originaires du Burkina établies en Côte-d'Ivoire entre 3 et 5 millions. En novembre 1999, suite à des conflits de nature essentiellement foncière, des Burkinabés sont tués à Tabou. Environ 12 000 d'entre eux sont expulsés de la région sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. A partir de 2002, l'opération Ba Yiri (Retour au pays), financée par l'aide internationale, permet le rapatriement d'environ 137 000 réfugiés.

⁵⁰ Notons que les diplomates burkinabés viennent de l'ensemble de la société civile. On note cependant une certaine rivalité entre ceux de « carrière » et ceux qui ne sont pas sortis des grandes écoles, en particulier l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), qui dispose d'une section « diplomatie ». En août 2008, le Conseil des ministres prend conscience de la nécessité de « rationaliser » la gestion de son personnel diplomatique au moment où le pays se voit confier des tâches croissantes sur la scène internationale. L'attention est portée sur l'amélioration de sa formation, avec l'annonce de la création d'un Institut national des hautes études internationales (INHEI). De plus, le gouvernement entend réduire la distance qui semble rendre difficiles les relations entre le

gouvernement ivoirien, ainsi que celle de la Commission électorale indépendante (CEI). Devant la perspective d'un nouveau report du scrutin, Compaoré annonce son intention de faire cesser sa médiation. Coup de bluff ? Toujours est-il que le premier tour des élections pluralistes s'est bel et bien déroulé le 31 octobre dernier⁵¹. En janvier 2010, la médiation de Compaoré s'est aussi soldée par un certain succès en Guinée-Conkary, où le Président est parvenu à sortir en douceur du jeu politique le capitaine Dadis Camara, chef de la junte militaire au pouvoir à la suite du décès de Lansana Conté⁵².

De façon générale, la politique étrangère du Burkina, qui vise essentiellement à donner du pays une bonne image, celle d'un pays « bien gouverné » et « fréquentable », a remporté de notables victoires, lesquelles trouvent leur contrepartie sur le plan économique⁵³. L'Union européenne (UE), la France en particulier⁵⁴, mais aussi les Etats-Unis louent unanimement les efforts entrepris par le Président du Faso en matière de médiation dans les conflits évoqués plus haut, mais aussi de négociation auprès d'AQMI. Ce *satisfecit* n'est pas seulement verbal : il s'accompagne de mesures financières dans le cadre de l'aide au développement. A titre d'exemple, le Burkina peut s'enorgueillir de bénéficier d'une part non négligeable de l'enveloppe budgétaire globale accordée par l'UE au titre du 10^e Fonds européen de développement (FED) pour la période 2008-2013⁵⁵. Le 14 juillet 2008, le Pays des hommes intègres obtient également, avec l'appui du gouvernement américain, la signature d'un *compact* ou subvention dans le cadre du Millennium Challenge Account (MCA)⁵⁶.

ministère des Affaires étrangères et son réseau d'ambassadeurs : ces derniers, dont la presse progouvernementale n'hésite pas à dire qu'ils se comportent parfois comme des « stars », sont recadrés par l'exécutif et appelés à travailler étroitement avec leurs pairs non diplomates de formation. Ce n'est certainement pas un hasard si le ministère des Affaires étrangères est piloté par le duo formé par Alain B. Yoda, ancien économiste, et Minata Samaté, ministre déléguée diplômée de l'ENAM et diplomate de carrière. Cf. Ibrahim SAKANDE, « Politique étrangère du Burkina Faso : pour des diplomates et non des ambassadeurs stars », *Sidwaya*, 11 août 2008.

⁵¹ A l'heure où nous écrivons cet article, le second tour des élections ivoiriennes s'est déroulé selon un scénario pour le moins catastrophique. Bien que perdant du scrutin, Laurent Gbagbo n'entend toujours pas céder le fauteuil présidentiel à son *challenger*, Alassane Dramane Ouattara. Cette situation vient tempérer l'autosatisfaction du pouvoir burkinabé, qui semblait se féliciter à l'avance du bon déroulement du scrutin. Selon toute vraisemblance, Compaoré a été dupé par Gbagbo et l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki est contraint de reprendre le dossier ivoirien en main en qualité d'émissaire de l'Union africaine. Cf. « Epreuve de force », *Jeune Afrique*, n° 2 604, 5-11 déc. 2010, p. 31.

⁵² Isolé sur la scène internationale, physiquement diminué, Dadis Camara est actuellement « en convalescence » au Burkina.

⁵³ Notons que la politique étrangère burkinabée répond à trois enjeux étroitement liés qu'il est difficile de hiérarchiser : la sécurité du territoire, sa prospérité économique et son rayonnement international.

⁵⁴ Dès mars 2008, le président Sarkozy a reçu Compaoré à l'Élysée. Entre 2008 et 2009, le Burkina a accueilli de nombreux membres du gouvernement français, notamment Bernard Kouchner (janvier 2008), Alain Joyandet (juillet 2008) ou Brice Hortefeux (octobre 2008 et janvier 2009). Mieux, Compaoré fut personnellement invité par son homologue français afin d'assister aux célébrations du 14 juillet 2010. Chacun y a été de son commentaire sur le rôle de négociateur joué par le Burkina auprès d'AQMI, rappelant ainsi la position stratégique qu'occupe cet Etat au sein de l'espace sahélien. Cf. le site Internet www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/burkina-faso_338/index.html.

⁵⁵ Le FED est un programme de coopération au développement de l'Union européenne destiné aux pays de la zone Afrique Caraïbe Pacifique (ACP). En 2009, 114 millions d'euros sont décaissés sur le fond alloué au Burkina, notamment en faveur de l'appui à la « bonne gouvernance », au développement des transports ou encore à la fourniture d'eau potable. Cf. Moussa DIALLO, « Union européenne-Burkina Faso : une coopération exemplaire », *Lefaso.net*, 10 août 2010, disponible sur le site Internet www.lefaso.net/spip.php?article38003&rubrique62.

⁵⁶ Le Burkina a reçu du Millenium Challenge Corporation (MCC), une société gouvernementale américaine, près de 481 millions de dollars. L'objectif du *compact* vise à réduire la pauvreté au moyen de la stimulation de l'économie burkinabée. Plus généralement, un net rapprochement s'est opéré entre les deux pays, ce que symbolise bien la récente inauguration de l'ambassade américaine, construite à grands frais à Ouaga 2000. Les Etats-Unis entendent faire du Burkina une place stratégique dans la lutte contre AQMI : en novembre 2007, lors d'une visite dans ce pays, le vice-amiral Robert Moeller du commandement du Pentagone pour l'Afrique (AFRICOM), annonçait son désir de voir Ouagadougou jouer le rôle de base stratégique sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le

Enfin, cette bonne image que semble avoir gagné le pays lui permet de renforcer sa stratégie de diversification de ses partenaires politiques et économiques, notamment en direction de l'Asie. L'année 2010 est ainsi marquée par le rapprochement entre le Burkina et la République de Chine (Taiwan). Ouvertes 15 ans plus tôt, ces relations ont conduit le Burkina à prendre ses distances d'avec la Chine populaire. Le pari peut sembler risquer, mais il semble porter ses fruits, Taiwan dégageant pour le compte de ce pays près de 18,5 milliards d'euros annuels d'aide au développement⁵⁷. Bien entendu, le gouvernement taiwanais ne manque aucune occasion de rappeler les vertus de l'implication du Burkina dans la gestion des conflits sous-régionaux⁵⁸.

Malgré ces incontestables succès de la diplomatie burkinabée⁵⁹, nous pouvons cependant nous demander si Compaoré est en mesure d'en tirer pleinement les profits politiques sur la scène nationale et internationale.

La captation des rentes politiques de la médiation : perspectives

Peu après 2007, semble avoir été mise en place une répartition des tâches entre le Président et son Premier ministre, Tertius Zongo, qui fait office de « double blanchiment ». En effet, Compaoré entend presque exclusivement se consacrer aux questions internationales ; or, c'est pourtant bien dans ce domaine que son action peut être jugée la plus suspecte. De son côté, Zongo, ancien ambassadeur du Burkina à Washington, a été nommé à ce poste en 2002 après avoir été impliqué dans une affaire de malversations ; son retour au pays à la tête du gouvernement sonne donc comme une réhabilitation et permet à Compaoré de disposer d'un homme volontaire lui laissant les mains libres pour traiter les questions diplomatiques⁶⁰.

A l'approche des élections présidentielles du 21 novembre 2010, les médias pro-gouvernementaux entendent capter les rentes politiques que Compaoré peut tirer de ses succès en matière de médiation. Tandis qu'en 2009 des affiches grand format louent l'action du Président dans ce domaine, des « tanties » manifestement proches du pouvoir organisent

terrorisme ; en mai 2010, un exercice militaire « Flintlock » est organisé dans la zone sahélo-soudanienne depuis le Burkina ; environ 300 soldats américains, entre autres, sont engagés dans des manœuvres au Mali, au Nigeria, au Sénégal et en Mauritanie. Cependant, cette coopération avec les Etats-Unis peut porter atteinte à la capacité de négociation du Burkina auprès d'AQMI, ce dont le gouvernement semble avoir conscience. A cet égard, le pays n'a que peu d'intérêt à se faire passer pour la base-arrière des Etats-Unis – et, plus généralement, de l'Occident – dans la sous-région.

⁵⁷ Taiwan n'est officiellement soutenu que par trois autres Etats africains : la Gambie, le Swaziland et São Tomé e Príncipe. Comme le souligne son ambassadeur à Ouagadougou, le Burkina est le pays ami « *le plus peuplé et le deuxième en superficie* ». Ces relations semblent pérennes et Taiwan est devenu le 4^e partenaire bilatéral du Burkina, derrière la France, les Pays-Bas et l'Allemagne. Cf. Rémi CARAYOL, « Taiwan, le dernier bastion », *Jeune Afrique*, 29 nov. 2010.

⁵⁸ « Burkina-Taiwan : vers une coopération renforcée et diversifiée », d'après la Direction de la communication et de l'information du Premier ministre burkinabé, document disponible sur le site Internet www.fasozine.com/index.php/societe/societe/3117-burkina-taiwan-vers-une-cooperation-renforcee-et-diversifiee.

⁵⁹ Il n'est pas possible de donner ici la liste exhaustive des Etats vers lesquels le Burkina a orienté sa politique étrangère ces derniers temps. Notons cependant que l'année 2010 a été marquée par une intense activité diplomatique qui s'est également soldée par l'annonce d'un renforcement des relations avec l'Iran et le Qatar par exemple.

⁶⁰ Comme nous l'avons dit, Tertius Zongo, économiste de formation, a bénéficié d'une expérience de diplomate à Washington. Cependant, la politique étrangère est clairement le domaine réservé du Président et de son entourage proche. De plus, l'autonomie du Premier ministre, bien qu'apparente, semble en réalité limitée, notamment en raison de la méfiance ou de l'hostilité affichée par certains conseillers de Compaoré à son endroit. Cf. Rémi CARAYOL, « Tertius Zongo, l'homme de confiance », *Jeune Afrique*, 29 nov. 2010, disponible sur le site Internet www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2601p070-071.xml0/blaise-compaore-premier-ministre-cdp-tertius-zongotertius-zongo-l-homme-de-confiance.html.

un marathon afin de « louer les actions de paix en Afrique et dans le monde du président »⁶¹. Cependant, la presse d'opposition se demande qui est dupe : un journaliste du quotidien *L'Observateur* rappelle ainsi non sans pertinence que « les Burkinabés s'étonnent d'ailleurs que Blaise-la-Colombe expérimente chez les autres des potions électorales, souvent magiques, qu'il n'ose pourtant pas appliquer chez lui »⁶² ! Hormis une bonne partie de l'opinion, qui semble peu avertie ou intéressée par les faits d'armes du Président à l'étranger, il semble bien que la propagande officielle ne prêche que quelques convertis qui ont tout à attendre du régime.

Pis, nous avons pu constater que de nombreux Burkinabés vivant dans la capitale condamnent le surinvestissement du Président à l'étranger au détriment des questions intérieures. Ce reproche n'est d'ailleurs pas très éloigné de celui qui a été formulé contre Yaméogo au milieu des années 1960. Quelques exemples viennent étayer ce sentiment de désertion des affaires domestiques par le Président. Certes, Compaoré, en dehors des périodes électorales, n'a jamais eu la parole facile auprès de ses concitoyens, mais, en 2008, les « émeutes de la faim » qui ont vu les deux principales agglomérations devenir le théâtre d'une forte agitation populaire ont incontestablement contribué à creuser un fossé entre le pouvoir et l'opinion. D'aucuns ont vu dans ces troubles la réédition de ceux survenus au moment de l'Affaire Zongo.

Il existe un lien clair entre la scène politique nationale pré-électorale et les réorientations du champ d'intervention de la diplomatie burkinabée. Celui-là voit en effet son centre de gravité se rapprocher de l'arc sahélien. Rappelons que cette zone est devenue un lieu de déstabilisation potentielle ou effective pour les Etats situés le long de la ligne allant de Dakar à N'Djamena. Au nord de cet axe, AQMI, bien que ne disposant que de quelques centaines d'hommes, est en capacité de défier les autorités étatiques et de franchir les frontières sans grande difficulté. Les prises d'otages qui s'y sont multipliées ces derniers mois sont à la fois une atteinte à la souveraineté des Etats sahéliens – du moins lorsqu'ils ne sont pas complices –, mais également une menace pour leur politique de « développement ». Cela vaut particulièrement pour le Burkina, dont la zone située au nord de Ouahigouya est devenue peu sûre. N'oublions pas que la légitimité de Compaoré repose précisément sur l'argument selon lequel il a su assurer au pays sa stabilité politique. Cet argument a aussi de quoi séduire de nombreuses organisations non gouvernementales, ainsi que les grands bailleurs de fonds internationaux. Le Burkina a donc bien des raisons d'intervenir dans cet espace conflictuel, d'autant plus que c'est également là que se joue à l'heure actuelle l'affrontement entre des puissances désireuses d'asseoir leur *leadership* régional, à l'instar de la Libye, du Maroc, de l'Algérie ou du Mali. Tout l'enjeu réside dans la capacité à créer des synergies en matière de renseignement et de défense⁶³.

Si le Maroc, l'Algérie ou la Libye semblent être les seuls Etats disposant du rayonnement politique suffisant pour prétendre à ce *leadership*, des puissances intermédiaires ne se disputent pas moins le monopole de l'offre de médiation entre l'« Occident » et AQMI : il s'agit du Mali et du Burkina⁶⁴. Et le Pays des hommes intègres peut compter sur un homme providentiel, Moustapha Chafi : Celui que Compaoré surnomme « *mon homme du*

⁶¹ Cette « course de la victoire » est organisée entre Ouagadougou et Ziniaré, la résidence privée du chef de l'Etat. Une conférence de presse est organisée dans la foulée afin de mettre en lumière les succès diplomatiques de Compaoré en Côte-d'Ivoire, au Togo et en Guinée. Elle encense par la même occasion le « souci de dialogue social » dont ferait preuve le Président sur la scène nationale. Cf. le journal pro-gouvernemental *Sidwaya*, sur le site Internet www.lefaso.net/spip.php?article38857.

⁶² « Guinée : Blaise Compaoré, médiateur sans frontières », *L'Observateur Paalga*, n° 7 480, 5 oct. 2009.

⁶³ C'est à Tamanrasset, en Algérie, que fut réuni en septembre 2010 un conseil extraordinaire des chefs d'état-major et de renseignement du « Groupe des 7 » (Algérie, Burkina, Tchad, Libye, Mauritanie, Mali, Niger), afin d'œuvrer à la stabilisation de l'arc sahélien. L'élargissement du QG à la Libye est en cours de discussion.

⁶⁴ *Diplomatie*, n° 47, nov.-déc. 2010, p. 63.

désert»⁶⁵ dispose des atouts permettant au Burkina de jouer un rôle-clef dans la libération d'otages détenus par AQMI⁶⁶. Toutefois, quel est le mandat dont il dispose pour agir ? Les voies diplomatiques classiques sont-elles totalement court-circuitées ? Enfin, quelles ont été les contreparties consenties par le Burkina auprès d'AQMI pour obtenir ses succès ? Ces questions se sont invitées dans les débats à l'occasion de la course à la présidentielle et on ne sait pas si ce que l'un des principaux partis d'opposition, le PDP-PS, perçoit comme une « *inféodation aux Occidentaux* »⁶⁷, sera contre-productif pour l'image du Président.

* *

*

La mise en perspective historique des relations entre le Burkina et son environnement géopolitique montre à quel point l'évolution de la vie politique interne du pays et ses relations avec les Etats de la sous-région sont étroitement imbriquées. Certes, on pourrait en dire autant pour bien d'autres pays du monde, mais la simultanéité du processus d'émergence/affirmation de l'Etat-nation et de l'autonomisation de sa diplomatie y est frappante.

La prise en compte de la moyenne durée permet de dégager quelques lignes de force, à commencer par les contraintes qui pèsent sur sa politique étrangère. Pays comptant parmi les plus pauvres du monde, la Haute-Volta/Burkina est un territoire enclavé fortement dépendant de son voisin ivoirien, si bien que, depuis les années 1950, les régimes qui se sont succédé ont eu l'obsession d'offrir au pays une forte visibilité internationale. L'histoire de sa diplomatie est celle de la recherche de la conversion d'un handicap en atout, du passage d'une situation d'enclavement à celle de carrefour ouest-africain. A bien des égards, les Présidents successifs ont su faire de Ouagadougou un centre sous-régional stratégique, notamment en matière de coopération et d'intégration régionale, de résolution de conflits et de négociation auprès d'organisations rebelles ou terroristes.

Ambitieuse, la diplomatie voltaïque/burkinabée l'est sans conteste, mais a-t-elle les moyens de sa politique ? Sa quête de *leadership* régional n'est-elle qu'une illusion entretenue par ses élites ? La question est posée depuis près d'un demi-siècle ; toute étude prospective en la matière s'avère délicate. Nous pensons qu'une des clefs du problème est probablement à rechercher sur la scène intérieure. Certes, le président Compaoré vient d'être largement réélu avec plus de 80 % des suffrages, mais son pouvoir est fragile : de nombreux dossiers l'impliquant dans des affaires compromettantes l'attendent. A n'en pas douter, son prochain

⁶⁵ RFI, « Libération des otages espagnols : les dessous du dénouement », disponible sur le site Internet www.rfi.fr/afrique/20100824-liberation-otages-espagnols-dessous-denuement.

⁶⁶ Cet ami proche de Compaoré, qu'il a rencontré sous la Révolution, avait jusque-là travaillé dans l'ombre et aurait joué un rôle important dans le dossier togolais en 2006 ou encore en 2009, afin d'imposer le Président du Burkina comme médiateur en Guinée. Cependant, ses relations personnelles avec Mokhtar Belmokhtar, un des « émirs » d'AQMI, et ses succès dans la libération des otages espagnols, canadiens ou italiens capturés par AQMI en 2009 l'ont propulsé sur le devant de la scène médiatique.

⁶⁷ La conférence de presse du PDP-PS du 30 septembre 2010 a dénoncé des irrégularités lors de la délivrance des cartes d'identité permettant l'accès aux urnes – ce qui rappelle d'ailleurs fâcheusement le précédent ivoirien – et marqué une perplexité devant l'implication du Burkina dans les affaires d'AQMI. Pour le président du parti, François O. Kaboré, le Burkina n'a pas plus de raisons de prendre en charge le dossier d'AQMI que les Voltaïques n'en avaient de combattre pour la France lors des deux conflits mondiaux... Cf. Dabadi ZOUMBARA, « PDP-PS : 'la lutte contre AQMI n'est pas la nôtre' », *Le Pays*, 1^{er}-3 oct. 2010.

mandat (2010-2015) sera celui d'une tentative de sortie du pouvoir par la grande porte, « blanchi » par son rôle d'homme de paix. Un mandat supplémentaire ou, pis encore, la succession de son frère au pouvoir, l'impopulaire François Compaoré, serait certainement facteur de profonds désordres intérieurs et, par contrecoup, d'évolution sensible de l'orientation stratégique du pays.